

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 31/03/2023 de l'établissement EOVAL implanté 1 chemin de La Fibat 31390 Lafitte-Vigordane, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 02/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

EOVAL

1 chemin de La Fibat
31390 Lafitte-Vigordane

Références : 2023-455
Code AIOT : 0006807994

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2023 dans l'établissement EOVAL implanté 1 chemin de La Fibat 31390 Lafitte-Vigordane. L'inspection a été annoncée le 16/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre d'une action nationale qui s'inscrit dans la suite de l'accident survenu en 2019 à Rouen et ayant impliqué les sites exploités par les sociétés Lubrizol et Normandie Logistique.

À la suite de cet accident, le ministère en charge de l'environnement a établi un plan d'actions dit "post-Lubrizol". Dans le cadre de la mise en œuvre de celui-ci, un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021. Celles-ci portent en particulier sur les installations de stockages de liquides inflammables avec :

- la création de l'arrêté ministériel [AM] du 24 septembre 2020 relatifs au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation,
- la modification des AM du 03 octobre 2010 (réservoirs aériens de liquides inflammables exploités au sein d'installations soumises autorisation), du 1er juin 2015 (installations de liquides inflammables

4331 et 4734 soumises à enregistrement) et du 22 août 2012 (installations de liquides inflammables soumises à déclaration).
L'action nationale a pour objectif de vérifier la situation administrative de certains sites à autorisation et déclaration au regard des évolutions récentes (champ d'application des AM, évolution de la nomenclature), et de contrôler la bonne mise en œuvre des premières échéances réglementaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOVAL
- 1 chemin de La Fibat 31390 Lafitte-Vigordane
- Code AIOT : 0006807994
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EOVAL exploite, sur son site de Lafitte-Vigordane, une plate-forme de tri, regroupement, préparation et transfert de déchets dangereux autorisée par arrêté préfectoral [AP] n°34 du 07/03/2011. Toutes les opérations qui y sont effectuées ont pour objectif de préparer les déchets (déconditionnement, broyage, séparation de phase) en vue d'optimiser leur expédition vers des unités externes de valorisation et de traitement adaptées. La plate-forme reçoit des déchets en vrac (citernes/bennes) et des déchets conditionnés (flaconnage, bidons, fûts, conteneurs). Le mode de conditionnement des déchets est l'un des critères d'orientation vers les différentes unités du site. Un autre critère d'orientation est lié à la nature du déchet : la possibilité d'en extraire une part valorisable ou de séparer les phases qui le composent. Le tonnage maximal de déchets autorisé transitant sur le site est de 20 000 tonnes par an.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : réservoirs (aériens) de stockage de déchets liquides catégorisés HP3 et les stockages (mobiles) de conditionnés ne contenant que des déchets catégorisés HP3.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale Post Lubrizol – liquides inflammables – sites à autorisation - situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 2 | Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 | / | Sans objet |
| 3 | Champ d'application des AM LI Seuil 1000T de LI | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-I.2 | / | Sans objet |
| 4 | Champ d'application AM 24/09/20 Seuil 100T de LI | Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté 4 faits sans suite. La situation du site a ainsi été vérifiée vis-à-vis du périmètre d'application de l'arrêté ministériel [AM] du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, et de l'AM du 03 octobre 2010 (réservoirs aériens de liquides inflammables exploités au sein d'installations soumises autorisation).

L'inspection peut donc conclure que le site ne relève d'aucun des 2 AM susvisés.

2-4) Fiches de constats

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, en préambule de l'inspection, des éléments d'analyse et de positionnement relatifs à la situation des installations aux regard des périmètres d'application des deux arrêtés « liquides inflammables ». Ainsi, un inventaire des liquides et des déchets liquides avec la mention HP3, susceptibles d'être présents sur les installations du site (cuves aériennes et stockages conditionnés) a été présenté. Cet inventaire correspond aux capacités maximales de stockages (aériens et mobiles) et porte sur les déchets d'hydrocarbures, de solvants, les déchets liquides inflammables de catégorie 1, 2 et 3 et le Fioul.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a également présenté un état des matières stockées, daté du 31 mars 2023. Ce document concerne les déchets liquides catégorisés HP3 répertoriés sur le site tels que les hydrocarbures, les solvants, les liquides inflammables de catégorie 1,2 et 3 et le fioul.</p> <p>Les quantités, par type de danger et par rubrique n° 4XXX sont bien répertoriées et discriminées par zone d'activité ou de stockage.</p> |

| |
|--|
| L'inspection a pu constater que l'état des matières stockées est : - accessible à distance, et un contrôle par sondage de l'adéquation entre l'état des matières stockées et les stockages réellement présents a été réalisé sur la cuve répertoriée "4" contenant des déchets d'hydrocarbures /solvants mention HP3. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées – format synthétique |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> |
| Constats : L'état des matières stockées, présenté par l'exploitant lors de la visite, fournit une information vulgarisée sur les produits et les déchets présents au sein du site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Champ d'application des AM LI Seuil 1000T de LI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-I.2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Seuil 1000T de LI |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes. |
| Constats : L'exploitant a fourni un inventaire des quantités totales susceptibles d'être présentes sur l'installation, tous stockages (réservoirs aériens et récipients mobiles) et toutes activités (traitement de déchets dangereux et stockage de fioul) confondus.L'exploitant a comptabilisé les liquides inflammables de mention de danger H224-H225-H266 ainsi que les déchets liquides inflammables catégorisés HP3. Le seuil est de 172 tonnes et ne dépasse donc pas les 1000 tonnes. Le site ne relève donc pas du périmètre de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Champ d'application AM 24/09/20 Seuil 100T de LI

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I.I.2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Seuil 100T de LI |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles. |
| Constats : L'exploitant a fourni un inventaire des quantités totales susceptibles d'être présentes sur l'installation, dont les récipients mobiles. Le seuil est de 75 tonnes et ne dépasse le seuil des 100 tonnes en contenants fusibles susvisé. Le site ne relève donc pas du périmètre de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié . |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |